

Baromètre des Territoires 2021

UNE FRANCE CONVALESCENTE, UNE FRANCE DU « PROCHE »

Analyse de la région Bretagne

Bernard SANANES, Président ELABE

Laurence BEDEAU, Associée ELABE

Vincent THIBAUT, Chef de groupe ELABE

EMBARGO MARDI 16 NOVEMBRE 4H30

Toute publication totale ou partielle des résultats de l'étude doit faire apparaître la mention suivante :

Baromètre des Territoires publié par Elabe et l'Institut Montaigne avec la SNCF

Fiche technique

Parmi les 10.052 personnes qui ont répondu à l'enquête du Baromètre des Territoires, 807 vivent en Bretagne. Ces 807 personnes constituent un échantillon représentatif de la population de la région constitué à partir de quotas sur les variables de genre, d'âge, de catégorie socio-professionnelle et de taille d'agglomération.

*Note de lecture : le chiffre entre parenthèses indique le décalage de la région par rapport à la moyenne nationale. Par exemple **73% (+7)** considèrent vivre dans un endroit qui va bien signifie que 73% des habitants de la région Bretagne considèrent vivre dans un endroit qui va bien et que ce chiffre est supérieur de 7 points par rapport à la moyenne nationale qui est de 66%.*

Quand l'évolution est mesurée par rapport à la première édition du Baromètre, il est explicitement précisé : +x%/décembre 2018.

Un territoire où il fait bon vivre

Bien vivre, sérénité, bonheur rythment la vie des bretons

- Ils se déclarent plus heureux qu'en 2018 : 80% (+8/décembre 2018), 38% déclarent être « très heureux »
- Ils citent plus que la moyenne nationale des émotions positives pour décrire leur état d'esprit : Sérénité (39%, +6 ; 1^{ère} région), Confiance (37%, +4). Ils ressentent moins de nostalgie (38%, -2). 22% expriment leur colère (-2)
- 74% (+8) estiment que leur commune, leur quartier est un endroit où il fait « bon vivre » (1^{ère} région)
- Leur ancrage territorial est très fort. Ils sont les plus attachés à leur région (78%, +21) et à leur département (69%, +14), à leur commune et village (61%, +7)
- 69% (+13) n'ont pas envie de quitter la région. 53% (+8) souhaiteraient que leurs enfants y grandissent (1^{ère} région). Mais une majorité fait le constat que leurs enfants doivent s'éloigner ou quitter leur territoire pour réussir leur vie professionnelle
- Ils sont également plus optimistes pour leur avenir personnel (60% +11/décembre 2018)
- 40% (+1) n'ont pas le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent
- Plus de 7/10 sont satisfaits de l'équilibre entre leur vie personnelle, professionnelle et familiale
- Ils apprécient leur lieu de vie pour ses paysages (60%, +10 ; 1^{er} item cité), la situation écologique (43%, +7) et **ses habitants (30%, +5)**
- Par rapport aux autres régions, les bretons citent plus particulièrement les traditions comme une qualité de leur lieu de vie (20%, +8 ; 1^{ère} région)
- Les tensions y semblent moins fortes qu'ailleurs :
 - 75% (+10) se sentent en sécurité dans leur quartier (1^{ère} région)
 - 61% (+8) ont confiance dans les gens qui habitent autour d'eux
 - Pour près d'un habitant sur deux de la région (46% +9), il y a de l'entraide et de la fraternité entre les gens, et seuls un quart (22%, -7) considèrent que les gens se méfient les uns des autres
 - Seuls 12% (-7) perçoivent la présence de communautés religieuses qui forment des groupes très fermés, et 16% (-5) qu'il y a trop d'immigrés là où ils vivent

Le rebond économique semble au rendez-vous

- Comme en 2018, les transports sont cités comme défaut majeur de la région (47%, +5). 34% citent ensuite le climat. Pour 43% (+13) leur territoire n'a aucun défaut. 35% (-1) font le constat de services publics qui disparaissent. Si l'accès aux soins est jugé meilleur qu'ailleurs en France, 52% (+2) décrivent un accès facile, alors que 33% (+1) notent que l'accès est « long, complexe ou partiel ». Un tiers seraient prêts à payer plus d'impôts pour améliorer le système de santé
- Plus qu'ailleurs en France, l'amélioration de la situation économique et le dynamisme régional sont largement perçus. Si 31% (-10) font toujours le constat qu'il est de plus en plus difficile de trouver

un emploi, le chiffre est en recul de 17 points par rapport à 2018. Le constat d'entreprises qui se créent est lui partagé par 36% (+9), 15 points de plus qu'en 2018

- Cela se traduit par l'attractivité du territoire pour attirer de nouveaux habitants : 66% (+12 ; 1^{ère} région)
- Le jugement sur les entreprises y est plus positif : 36% (+ 6 ; 2^{ème} région). Les deux tiers estiment que l'entreprise a le pouvoir de faire changer le monde dans lequel on vit
- L'impact de l'Europe est jugé plus positivement qu'ailleurs : 22% (+5) considère que l'Union Européenne participe au développement de son territoire

Ce dynamisme n'empêche pas que le pouvoir d'achat reste sous pression, mais le contrat social ne s'est pas effrité pendant la crise sanitaire

Une partie de la région à l'euro près

- Si la situation dans la région montrait des signaux d'amélioration au moment où le Baromètre a été réalisé, bien que moindres qu'au niveau national, le pouvoir d'achat (34%, +3) demeure une préoccupation majeure qui pèse sur le quotidien, derrière la santé (39%, +2)
- 60% bouclent sereinement leurs fins de mois dont un quart (25%, =) parviennent à épargner
- 40% bouclent leur fin de mois en se restreignant ; c'est 4 points de plus que la moyenne nationale
- 32% (+3) sont systématiquement ou régulièrement à découvert, en moyenne le 18 du mois
- 25% cherchent presque systématiquement les prix les plus bas en ce qui concerne les achats alimentaires (+1). C'est le cas de 4 habitants sur 10 pour l'habillement (42%, +2), comme pour l'équipement de leur maison (41%, +2) et pour les loisirs (37%, +1)
- Un quart (24%, -1) rencontrent des difficultés pour payer leurs factures d'énergie, 39% (+1) ont dû retarder ou renoncer à des soins de santé pour raisons financières

Comme au niveau national, le contrat social reste fragile mais la crise sanitaire a entraîné dans la région une relative décrispation

- Les habitants de la région sont aujourd'hui partagés sur la question de savoir si la réussite sociale est jouée d'avance (54% ; -10/décembre 2018) ou si les gens ont les mêmes chances de réussir quelles que soient leurs origines (46% ; +10/décembre 2018)
- Si les deux tiers des bretons (65%) jugent, conformément à la moyenne nationale, que nous vivons dans une société injuste, c'est 12 points de moins qu'en 2018
- Le pacte fiscal est même légèrement renforcé, sans doute sous l'effet des mesures économiques et sociales comme la prise en charge par l'Etat du chômage partiel : 63% (+4 points par rapport à décembre 2018) estiment qu'il est utile de payer des impôts et taxes

Partageant avec le reste du pays le constat d'une nation désunie, les bretons appellent à une société du respect

Les bretons font le constat d'une société française qui peine à se parler

- 63% (-2) considèrent que ce qui divise les Français est plus fort que ce qui les rassemble
- 67% (=) estiment que les gens n'arrivent pas à débattre entre eux quand ils ne sont pas du même avis, 72% (-2) pour les politiques, 67% (-2) pour les personnalités que l'on voit dans les médias

Le respect, érigé en valeur cardinale de la société de demain

- Le respect est la valeur la plus partagée pour construire la société de demain (8.8/10, =)
- Elle est suivie de l'honnêteté (8.6/10, =), la liberté (8.5/10, +0.1), la justice (8.5/10, =) et la sécurité (8.4/10, -0.1)
- Attachés au respect, les habitants de la région se déclarent particulièrement choqués par les incivilités. 47% (+1) seraient choqués par le refus de présenter le pass sanitaire, 88% (+1) face à un homme qui aborde une femme et insiste malgré ses refus répétés, 73% (-1) si une personne jette un déchet dans la rue. Les incivilités en rapport avec l'alcool sont également quasi unanimement décriées

Environnement : En Bretagne un diagnostic d'urgence largement partagé, un volontarisme fort pour changer de cap

Le constat de l'urgence climatique est largement partagé

- 88% (+1) estiment que les pollutions et le dérèglement climatique entraînent des conséquences sur notre santé et notre qualité de vie
- 59% (-3) pensent que le modèle économique actuel n'est pas compatible avec la protection de l'environnement
- 77% (+3) estiment que nous sommes dans l'obligation de changer nos habitudes, et d'adopter un mode de vie plus sobre (réduction de notre consommation) (1^{ère} région)
- Mais 58% (+1) estiment que le progrès technique permettra que la Terre reste vivable
- Et 85% (+2) estiment que faire attention à l'environnement, c'est aussi l'opportunité de créer des emplois et de nouveaux métiers
- Cependant la crainte que la transition écologique soit une nouvelle fracture est forte : 6 bretons sur 10 déclarent que la première condition pour accepter des changements de modes de vie seraient que ceux-ci soient équitablement répartis

Mais les habitants se heurtent aux contraintes et se divisent sur les solutions

- 81% (+1) aimeraient en faire plus pour l'environnement mais sont parfois freinés faute de moyens financiers (par exemple mobilité propre, rénovation énergétique du logement, ...)
- 72% (+1) trouvent parfois compliqué de savoir ce qu'il faut faire pour protéger l'environnement

Et aussi :

68% (+4) sont favorables au pass sanitaire

31% (-1) se sont fait vacciner par contrainte

24% (+5) n'ont pas une connexion internet rapide et fiable

30% (-9) des actifs de la région ont un métier « télétravaillable »

26% (-3) se disent capable de lire et parler anglais

43 minutes (-7) : c'est la durée moyenne passée quotidiennement par les habitants de la région dans les transports pour aller travailler

Ce sont les violences conjugales qui indignent le plus les bretons (23%, +2)

36% ont consacré du temps pour une activité, un évènement dans son quartier ou sa commune

14% ont participé au cours des douze derniers mois aux activités d'une association sportive, 11% d'une association culturelle ou de loisirs

Typologie

Cette enquête d'ampleur permet de saisir **les deux grandes dimensions sous-jacentes qui structurent les opinions, les parcours de vie, la vie quotidienne des habitants de notre pays : situation financière et rapport à son territoire**

Le Baromètre des Territoires révèle quatre grands groupes de Français :

- Les « Affranchis »
- Les « Enracinés »
- Les « Sur le fil »
- Les « Assignés »

La région Bretagne se distingue par une proportion plus importante d'« Enracinés » (36%, +5). Suivant la tendance nationale, ce chiffre est en hausse de 4 points par rapport à fin 2018

Les « Enracinés » mènent une vie qui leur convient, leur situation personnelle leur permet d'aborder l'avenir avec une relative sérénité. Pour eux, le lieu de vie tient une place majeure dans leur bien-être. Leur quartier, leur commune, c'est leur cocon. Ils y vivent depuis longtemps ou ont enfin réussi à s'y installer. Bien là où ils sont, leur bonheur ne passe pas par des rêves d'ailleurs mais bien par le « bon vivre » de leur territoire de vie. Ce groupe est le plus âgé et près de la moitié vit dans une commune rurale ou une petite agglomération de moins de 20.000 habitants. Ce sont des électeurs assidus, qui ont avant tout voté pour François Fillon puis pour Emmanuel Macron en 2017

Les « Affranchis » (23%, +3) sont plus nombreux que sur le reste du territoire

La part des « Sur le fil » (22%, -3) recule sensiblement, de 5 points, par rapport à 2018, celle des « Assignés » reste inférieure à la moyenne nationale (19%, -5)

Les « Affranchis » sont maîtres de leur destin et peuvent franchir les obstacles et difficultés de la vie sans peine. Ils disposent d'un capital économique et culturel élevé, ils évoluent avec aisance dans le monde actuel, s'adaptent facilement aux changements. Ils se sentent bien là où ils habitent, mais leur ancrage territorial est faible : leur territoire de vie, c'est avant tout celui qui leur permettra de saisir les opportunités et d'être « là où il faut ». Ce groupe est relativement jeune et près de 6 sur 10 vivent dans une grande agglomération de + de 100.000 habitants. Les cadres y sont sur-représentés. Politiquement, ils ont très largement voté pour Emmanuel Macron en 2017

Les « Assignés » sont asphyxiés au quotidien par les difficultés, notamment financières. Elles sont des embûches continues qui entravent la maîtrise de son destin et empêchent de « sortir la tête de l'eau ». Leur territoire de vie est le lieu d'amoncellement des difficultés : manque de dynamisme

économique, lien social détérioré, sentiment d'insécurité, cadre de vie dégradé, ... Leur capital socio-économique ne leur permet pas d'imaginer se déplacer vers des horizons meilleurs, ils sont « assignés à résidence ». Ce groupe est majoritairement composé d'actifs entre 35 et 64 ans, plus souvent locataires et vivant seuls. C'est le groupe qui se reconnaît le plus dans le mouvement des « gilets jaunes ». Politiquement, ils ont davantage voté pour Marine Le Pen en 2017

Les « Sur le fil » ont une vie parsemée d'embûches et peinent à s'affranchir de leur situation socioéconomique et des inégalités territoriales. Pour autant, leur situation n'est pas figée, et ne relève pas du même niveau de difficultés que les « Assignés ». Ce groupe est assez jeune, composé majoritairement de femmes, de locataires. Les ouvriers et employés y sont sur-représentés. Politiquement, ils sont éloignés de la politique